

D 525 GUATEMALA: APRES L'EXPULSION DU P. STETTER

Une fois de plus, les craintes gouvernementales devant tout effort de conscientisation des milieux ruraux se traduit par une répression systématique. L'expulsion du P. Stetter, de nationalité allemande, en est l'illustration dans la région d'Ixcán. Ce dernier fait s'inscrit dans la suite des événements dramatiques qui touchent les paysans depuis le massacre de Panzós en mai de l'année dernière et qui s'est soldé par la mort de cent quatorze hommes, femmes et enfants (cf. DIAL D 452, 462 et 493). L'Eglise aussi avait été visée à travers l'assassinat du P. Hermógenes López (cf. DIAL D 466). Une cinquantaine de groupes chrétiens ont rendu publique la déclaration ci-dessous, le 1er janvier 1979.

Le climat de violence, permanent, s'est tellement dégradé au cours des derniers mois que cent quarante-trois organisations et associations du Guatemala viennent, le 24 février 1979, de créer un "Front démocratique contre la répression".

Note DIAL

MESSAGE DE GROUPES CHRETIENS AU PEUPLE DE GUATEMALA
SUITE A L'EXPULSION DU P. CARLOS STETTER ET FACE A
LA SITUATION D'INJUSTICE QUE CONNAIT LE PAYS

Nous, groupes chrétiens soussignés, nous déclarons solidaires de nos frères paysans de la région d'Ixcán Grande, de Mgr l'évêque Victor Hugo Martínez et du conseil presbytéral de Quezaltenango qui se sont publiquement élevés contre l'expulsion du P. Carlos Stetter.

Les faits

Le 20 décembre 1978, le P. Carlos Stetter, curé de la région d'Ixcán, a été littéralement enlevé au moment où il atterrissait à l'aéroport de Huehuetenango avec son avion dans lequel il transportait régulièrement des malades, des médicaments et des matériaux de construction.

Quelques heures avant son expulsion, les autorités ont refusé de donner des indications sur son lieu de détention tant aux membres de la hiérarchie qu'aux diplomates allemands, en violant ainsi les dispositions constitutionnelles et les accords bilatéraux entre la République fédérale allemande et notre pays.

Conformément à un arrêté de la Direction des migrations du 12 décembre (lequel ne lui a pas été notifié avant le jour de sa capture et de son expulsion du pays), il a été conduit par des hommes en civil et armés à Valle Nuevo, à la frontière d'El Salvador, sans lui avoir laissé la possibilité de rassembler ses affaires ni d'entrer en contact avec ses supérieurs et avec l'ambassadeur.

Qui est le P. Stetter

Le P. Carlos Stetter est né en Allemagne, à Jagst, Allwangen, le 9 mars 1941. Ordonné prêtre le 10 juillet 1966, il est venu au Guatemala en 1971 et a obtenu postérieurement le visa permanent après avoir fait les démarches requises par la loi.

Durant les cinq premières années, il a exercé son ministère sacerdotal dans la communauté de Cantel, dans le département de Quezaltenango. Son apostolat à cet endroit s'est déroulé de la manière suivante: il a unifié le travail de la clinique paroissiale et de l'Etat; il a construit les églises de La Estancia et de Xecam; il a ouvert une clinique; il a collaboré à la formation de coopératives; il a aidé à l'installation de l'électricité à Xecam; il a soutenu l'école paroissiale et a apporté une aide décisive au sport.

A Quezaltenango, il a fondé Radio-Fraternité et comme il est lui-même radio-amateur, il a été l'un des premiers à faire connaître à l'étranger la tragédie du peuple guatémaltèque lors du tremblement de terre de 1976. Aussitôt après le tremblement de terre il a collaboré à l'organisation de l'Opération fraternité dans laquelle ont oeuvré plus de mille personnes et, suite à un voyage en Allemagne, il a recueilli des fonds ayant permis de construire plus de 2.500 maisons dans les villages de Santa Cruz Balanyá, Patzún, Patzicia, Tecpán et San Juan Comalaya.

Suite à la mort du P. Guillermo Woods (mort qui, à cette date, n'a toujours pas été éclaircie), le P. Stetter a demandé son déplacement dans la région de Ixcán, qui compte 12.600 habitants, car il estimait que c'était un des endroits les plus abandonnés et parce que les gens y réclamaient un prêtre.

A Ixcán il a formé des coopératives; avec son avion il a transporté des malades de l'endroit, des médicaments et des matériaux de construction. Il a organisé des groupes de catéchistes et de délégués de la Parole (1). Et pour couronner son ministère, il a commencé la construction d'une école réclamée par les gens, fondé une station radio et commencé une clinique, tous travaux inachevés par suite de son expulsion.

Le diocèse de Huehuetenango qui était celui du P. Stetter avait toujours été considéré comme l'un des départements les plus calmes du pays. Il n'a pourtant pas échappé à la vague de répression que connaît le peuple guatémaltèque. Au cours des derniers mois, il a été secoué par l'assassinat du dirigeant syndical Mario Mujía Córdova, qui avait autrefois travaillé dans des projets du diocèse pour la région de Ixcán; par le sauvage attentat contre Mme Leticia Chávez de Rodríguez, qui travaillait à l'hôpital national de Huehuetenango et était la mère d'un prêtre guatémaltèque, et qui, par suite de l'attentat, a perdu un bras et est toujours en danger de mort; par les innombrables dénonciations contre les paysans de la région d'Ixcán, par l'enlèvement de leurs dirigeants locaux, de membres de la coopérative de catéchistes et de délégués de la Parole (1). Par ailleurs, des listes de personnes menacées ont fait leur apparition.

Le contexte national

Aujourd'hui, nous dénonçons l'expulsion du P. Carlos Stetter puisqu'il est l'événement le plus immédiat caractéristique de l'injustice et de l'arbitraire régnant dans notre pays, et parce qu'il est un fait qui touche de près les groupes et mouvements chrétiens.

Mais nous ne commettons pas l'erreur de croire qu'il s'agit d'un fait isolé car le Guatemala est victime d'une violence permanente, violence

(1) Ministres laïcs dans les assemblées liturgiques sans prêtre (N.d.T.).

qui se manifeste par une répression organisée à l'encontre des dirigeants populaires, qu'ils soient paysans, ouvriers, habitants des faubourgs, étudiants ou religieux; violence, également, contre le peuple à travers le taux de mortalité infantile qui est le nôtre, la faim et la malnutrition dont souffrent les guatémaltèques, les salaires de misère perçus par les ouvriers, le taux élevé d'analphabétisme auquel les gens sont condamnés, les poursuites policières et la condamnation des idées.

La confirmation de ce qui vient d'être dit il suffit, pour l'avoir, de lire la presse et dénumérer les faits saillants d'une répression qui s'est accentuée depuis le mois de juillet, quand le Guatemala et le monde entier se trouvaient encore sous le coup du massacre de Panzós (2):

- l'expulsion injuste de Soeur Raymunda Alonso Queralt, religieuse dominicaine du diocèse de Las Verapaces;
- l'assassinat du Père Hermógenes López Coarchita, de la paroisse de San José Pinula;
- le mitraillage, l'enlèvement et l'arrestation de citoyens qui protestaient contre la hausse des prix des transports urbains;
- les attentats contre des journalistes et des moyens de communication sociale;
- l'assassinat d'Arnulfo Cifuentes Díaz, dirigeant syndical des Postes;
- l'assassinat de Miguel Ordoñez, ouvrier de Cavisa;
- la dissolution par le gouvernement d'organisations de travailleurs de l'Etat, en violation des accords internationaux avec l'OIT;
- la répression des manifestations populaires et pacifiques, et la négation de l'exercice du droit constitutionnel de liberté de manifestation;
- les centaines de licenciements dans des organismes d'Etat et dans des municipalités, suite aux protestations contre la hausse des transports;
- l'attentat contre Israel Márquez, secrétaire général de la Centrale nationale des travailleurs;
- l'attentat contre le professeur universitaire, Santiago López Aguilar
- l'assassinat d'Oliverio Castañeda, secrétaire général de l'Association des étudiants universitaires;
- l'enlèvement et la disparition d'Antonio Ciani García, leader étudiant;
- la retenue illégale de salaires dans les transports urbains à la municipalité et à Exguapagra;
- l'apparition de listes de gens menacés de mort, dirigées contre des syndicalistes, des étudiants et des ouvriers;
- l'apparition, en moyenne, de cinq à six cadavres par jour, portant pour la plupart des marques de torture. Nombre triplé le 11 décembre, avec la rencontre de dix-sept cadavres en une seule journée (cf. El Gráfico du 11 décembre 1978);
- l'apparition de cadavres de délinquants aux nombreux antécédents policiers, exécutés d'une balle sans qu'ils aient été jugés;
- l'attentat contre Mme Leticia Chávez de Rodríguez à Huehuetenango;
- l'assassinat de Miguel Váldez, leader syndical de Fasgua;
- les agressions et les actes arbitraires contre les paysans de plusieurs villages du sud de Chimaltenango;
- le massacre et le pillage des paysans des hameaux d'Olopa et d'autres communes de Chiguimula (3);
- la répression et le vol des terres dans trente-trois hameaux d'Alta Verapaz;
- les poursuites contre des catéchistes de Chajui, Nebaj, San Juan Cotzal, Uspantán, et ailleurs dans le nord du Quiché;
- la disparition de dirigeants de coopératives d'Ixcán;

(2) Cf. DIAL D 452 et 462 (N.d.T.).

(3) Cf. DIAL D 493 (N.d.T.).

- l'expulsion de leurs terres de paysans qui ont travaillé plusieurs générations durant, dans différentes régions du pays;
- l'assassinat de Pedro Quevedo Quevedo, dirigeant syndical de Coca-Cola;
- l'expulsion injuste du P. Carlos Stetter, curé d'Ixcán.

Dans la mesure où, agissant dans le cadre de sa mission évangélique, l'Eglise a dénoncé ces faits et s'est engagée aux côtés de ceux qui sont victimes dans leur chair de ces persécutions et de ces injustices, elle aussi a été persécutée. L'expulsion du P. Stetter s'est ajoutée à d'autres faits, comme l'expulsion de la Sr. Raymunda Alonso Queralt et l'assassinat du P. Hermógenes López, qui ont directement touchés l'Eglise de Guatemala.

Il existe également une liste de plus de vingt prêtres étrangers prévus pour être expulsés de Guatemala. Certains d'entre eux qui résident au Guatemala depuis plusieurs années se sont vus renouveler un visa temporaire pour six mois seulement, sans possibilité de prolongation, et cela sans justification aucune.

En dénonçant ces actes de répression contre le peuple de Dieu au Guatemala, nous dénonçons aussi les agressions contre l'Eglise en général. Récemment, dans plusieurs régions du pays, a été distribué un document anonyme intitulé "L'alternative: liberté ou communisme", dans lequel sont traités de communistes deux évêques de la conférence épiscopale: Mgr Constantino Luna, de Zacapa, et Mgr Gerardo Flores, de Cobán; ainsi qu'une chrétienne, la directrice de la revue "Diálogo". Nous ne pouvons pas tolérer que de telles accusations puissent servir à troubler la foi des chrétiens et à justifier les actes de ceux qui cherchent à camoufler la lumière de la vérité et qui favorisent l'injustice.

Analyse juridique

Malheur à ceux qui éditent des lois injustes, qui par leurs décrets organisent l'oppression, qui dépouillent de leurs droits les pauvres de mon pays, qui abandonnent la veuve sans rien et dérobent l'héritage de l'orphelin! (Isaïe 10, 1-2).

Dans le cas présent il a été fait au P. Carlos Stetter la vague accusation d'être un "étranger indésirable" sans lui dire pourquoi, et d'avoir "violé les lois du pays" sans lui dire lesquelles. Il a ensuite été expulsé du pays sans avoir été entendu, ce qui est une violation de l'article 53 de la Constitution qui stipule: "Personne ne pourra être condamné sans avoir été cité, entendu et accusé au cours d'un procès légal".

Le P. Stetter a été arrêté sans avoir commis de délit ou de faute, en quoi ceux qui l'ont capturé sont coupables de violation de l'article 45 de la Constitution qui déclare: "Personne ne peut être détenu ou arrêté si ce n'est pour cause de délit ou de faute". L'article 45 détermine également que "tout citoyen a le droit de faire ce que la loi n'interdit pas". Ce sont donc ceux qui l'ont capturé et expulsé qui sont coupables de violations de la loi puisqu'ils ont commis le crime de séquestration (article 201 du Code pénal) et celui d'abus d'autorité (article 418 du Code pénal).

Analyse théologique

Le P. Stetter a aussi été accusé de se livrer à des "activités étrangères à son ministère". Nous demandons: qu'entend-on par ministère

sacerdotal? Les évêques du monde entier réunis au concile Vatican II ont déclaré: "C'est l'homme qu'il s'agit de sauver, la société humaine qu'il faut renouveler. C'est donc l'homme, l'homme considéré dans son unité et sa totalité, l'homme corps et âme, coeur et conscience, pensée et volonté.." (Gaudium et spes, 3).

Notre conférence épiscopale a, voici trois ans, à propos de la mission de l'Eglise, déclaré dans son message "Unis dans l'espérance": "Le Christ notre divin sauveur a donné à son Eglise une mission prophétique: celle d'annoncer continuellement la rédemption aux hommes, de montrer les voies pour la rendre effective et pour dénoncer courageusement tout ce qui s'oppose à la réalisation du peuple de Dieu. L'Eglise serait infidèle à sa mission si elle regardait le devenir humain en silence et dans l'indifférence, si elle refusait aux hommes l'éclairage de la parole qu'elle a reçue pour donner totalement et vraiment à l'humanité" (Unis dans l'espérance juillet 1975).

Dans sa conclusion le synode des évêques déclare de son côté: "L'Eglise a le droit, et plus encore le devoir de proclamer la justice dans le domaine social au plan national et international, ainsi que de dénoncer les situations d'injustice quand le demandent les droits fondamentaux de l'homme et l'exigence du salut".

Nous sommes d'accord avec le conseil presbytéral de Quezaltenango quand il déclare: "On accuse le P. Carlos Stetter de s'être livré à des activités étrangères à son ministère. Nous demandons si la défense des droits des pauvres, le travail en faveur de la justice et la conscientisation des communautés marginalisées est dans ou hors l'activité chrétienne".

Nous chrétiens

Fidèles au sens de l'unité auquel nous invite l'évangile, et participants du même corps, nous ne pouvons pas ne pas ressentir dans la chair cette atteinte à notre prochain et à l'image de Dieu refusée au peuple exploité et réprimé. Nous ne pouvons pas ne pas rechercher les causes de ces actes de violence et les dénoncer car le silence ferait de nous des complices.

En ces temps difficiles et d'épreuves, les chrétiens doivent s'unir, en se rappelant que ce n'est pas la première fois que l'Eglise est persécutée parce qu'elle remplit sa mission d'édification du "royaume de Dieu et sa justice". Rappelons les paroles du Christ: "Heureux êtes-vous si l'on vous insulte, si l'on vous persécute et si l'on vous calomnie de toutes manières à cause de moi... C'est bien ainsi qu'on a persécuté les prophètes, vos devanciers" (Matthieu 5, 11-12).

Ciudad de Guatemala, le 1er janvier 1979

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, nous vous serions obligés d'indiquer la source DIAL)

Abonnement annuel: France 170 F - Etranger 200 F (par voie normale)
(par avion, tarif sur demande selon pays)

Directeur de publication: Charles ANTOINE

Imprimerie CCFD

Commission paritaire de presse: 56249 - ISSN: 0399-6441